

## Le Président en panne Les régions pour protéger et innover



Manifestation pour la défense  
du service public le 21 janvier

Ce qu'a révélé le show télévisé de Nicolas Sarkozy, c'est qu'il est en panne. On pourrait s'en réjouir, si ce n'était pas de la France qu'il s'agit et de celui qui est en charge de la présider. Que l'on soit jeune diplômé sans emploi, chômeur parmi le million en fin de droits, patient entassé aux urgences ou qui ne se soigne plus ; que l'on soit salarié de Renault, de Total ou de toutes nos entreprises industrielles qui ferment ou qui délocalisent ; que l'on soit agriculteur qui ne peut plus se payer, petit entrepreneur qui n'arrive toujours pas à être aidé par les banques que l'État a sauvées avec les impôts des citoyens ; que l'on soit un salarié qui ne peut plus boucler ses fins de mois, ou encore un jeune des quartiers, toujours discriminé

et ghettoisé, on n'aura eu aucune réponse, ni sur ce qui a été fait, ni sur ce qui sera fait. Sans compter tout ce qui s'est aggravé avec cette religion libérale assumée : ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux quitta à casser le lien social en fragilisant à l'extrême les services publics d'éducation et de santé, défiscaliser les heures supplémentaires au détriment de l'emploi, poursuivre le bouclier fiscal pour les plus riches au détriment du pouvoir d'achat et de la relance de la consommation pour la majorité des citoyens. Alors oui, en mars, avec nos régions il faudra se protéger, et relancer le moteur de la France pour innover. C'est la condition d'une nouvelle envie de gauche pour notre pays.

### L'AGENDA

#### 30-31 janvier

► Mobilisés pour les régionales  
Réunion des Premiers fédéraux (samedi) et rassemblement des Secrétaires de section (dimanche) à la Mutualité, Paris.

#### 31 janvier

► Médias  
17h40 : Martine Aubry sera l'invitée de C Politique sur France 5.

#### 2 février

► Régionales 2010  
Premier déplacement de campagne pour Martine Aubry à Cergy (Val d'Oise). Meeting à Elbeuf (Haute-Normandie) à 19h.

#### 4 février

► Régionales 2010  
Déplacement de Martine Aubry à Nantes, (Pays de la Loire), sur le thème de la santé à l'occasion de la journée mondiale contre le cancer.

Retrouvez l'agenda sur  
[parti-socialiste.fr](http://parti-socialiste.fr)



## L'info en continu

Sandrine Mazetier, 21/01/10

### Travailleurs sans-papiers

« Ces salariés, déjà privés de certains de leurs droits par une législation toujours plus dure, voient aujourd'hui leurs droits sociaux déniés alors que les entreprises qui les emploient, pourtant connues, ne sont pas inquiétées ».

Benoît Hamon, 25/01/10

### Chômage

« Pour le million de chômeurs qui va arriver en fin de droit en 2010, nous répétons inlassablement que derrière l'agitation de Monsieur Wauquiez à organiser à marche forcée la fusion ANPE/Assedic, il y a surtout la démission de Nicolas Sarkozy à proposer une solution à la situation vulnérable des chômeurs pour qu'ils ne basculent pas dans l'exclusion ».

### Intervention de Nicolas Sarkozy

Martine Aubry, 26/01/10

### Décalage

« Les Français ont été convaincant. Ils ont posé les problèmes qui sont la santé ou le pouvoir d'achat. J'ai trouvé le président en décalage face à ce que vivent les Français. Je l'ai trouvé en panne de réponse, ne sachant même pas où mettre le cap pour la France demain. Alors que la France a tant de ressources, j'ai trouvé inquiétant qu'il ne trouve pas de solutions. »

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 11

C'est le nombre de Français qui ont montré à quel point la France va mal, sans obtenir du président de la République, de réponses à leurs préoccupations.

C'était le show du lundi 25 janvier sur TF1.

### FOCUS

## Réfugiés : Éric Besson hors-la-loi

**Les faits :** Le 22 janvier, 123 réfugiés, se disant Kurdes de Syrie, ont débarqué sur une plage de Bonifacio en Corse. Dès le lendemain matin, le ministre de l'Immigration s'empressait de réclamer leur transfert dans des centres de rétention sur le continent. Cette privation de liberté concernait également des enfants et des femmes enceintes.

**La Loi :** Ce n'est pas l'argument de « humanité » qui a fait plier Éric Besson, mais la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Dimanche, la justice ordonnait la remise

en liberté des réfugiés au motif que la privation de liberté s'était faite hors de tout cadre juridique puisqu'ils n'étaient pas placés en garde à vue. Les juges des libertés et de la détention ont constaté « les nombreuses atteintes à la liberté individuelle, aux droits de l'enfant et au droit d'asile, commises par le Préfet de Corse sur instruction du ministre de l'Immigration » rapporte la Cimade. Dès samedi, le HCR rappelait à la France « combien il est important que des mesures pratiques soient adoptées et mises en œuvre permettant d'identifier les personnes ayant besoin d'une protection

internationale, afin que ces contrôles n'aboutissent pas à l'expulsion de réfugiés vers leur pays d'origine, où leur vie ou leur liberté pourraient être en danger. »

**Notre position :** Le Parti socialiste a dénoncé une atteinte grave au droit d'asile. En 2001, 901 réfugiés kurdes syriens et irakiens avaient débarqué sur une plage du Var. La France avait créé une zone d'attente, et favorisé les demandes d'asile en préfecture qu'une centaine de réfugiés avait obtenu. C'était la France d'avant Nicolas Sarkozy et Éric Besson.

### LA VIE DU PARTI

## L'actualité des publications, rencontres et débats qui rythment la vie militante

### Une publication de l'OURS...

Au sommaire du premier numéro de l'année, des critiques d'ouvrages sur l'histoire de l'URSS, de la RDA, de l'Espagne et de l'Iran. À lire aussi un commentaire des actes des colloques se référant à l'actualité de l'Affaire Dreyfus.

► L'OURS n° 394, janvier 2010. Tél. 01 45 55 08 60

### Séminaire

La troisième séance du séminaire Socialisme organisé par l'OURS, la Fondation Jean-Jaurès et le Centre d'Histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle (Paris 1) aura pour thème **Socialisme et homosexualité**.

► Rendez-vous le 1er février de 17 à 19 h, 12 cité Malesherbes, 75009 Paris. Renseignements : 01 45 55 08 60

### Du côté du MJS...

Le premier débat national des jeunes socialistes sur l'emploi des jeunes prend fin le 6 février.

Partout en France, le MJS rencontre des acteurs associatifs, politiques et syndicaux pour élaborer des propositions sur cette thématique.

► Pour contribuer au débat : [perspectives2012.fr](http://perspectives2012.fr)

### Les socialistes à l'épreuve du temps

Le socialisme s'est construit comme une critique du capitalisme, de son irrationalité et de ses injustices, hors du champ de l'anarchisme ou des mouvements gauchistes les plus virulents

dans lequel certains auteurs ont parfois tenté de le confiner. Où sont les continuités, où sont les ruptures ? Alain Bergounioux se livre à une étude dans la durée, et nous montre que certaines idées ont parfois la vie dure.

► Alain Bergounioux, *Les socialistes, idées reçues*, Le Cavalier Bleu, 128 pages, 9,8 €





# Les sénateurs socialistes à l'offensive

## En direct du Sénat

Après la passe d'armes provoquée par la suppression non-compensée de la taxe professionnelle, c'est l'examen en séance de la création du Conseiller territorial (CT) « ovni, élu génétiquement modifié, contre-sens historique, tarte à la crème, schizophrénie, glas de la décentralisation », qui a déclenché les foudres des sénateurs de la gauche cette semaine. Extrêmement mobilisés, les sénateurs socialistes n'ont pas eu de mots assez durs pour dénoncer cette mesure. Appelés à remplacer les conseillers généraux et régionaux en mars 2014, les CT siégeront au double titre du

département et de la région. Ainsi, « *Le Conseiller territorial institutionnalise le cumul des mandats et crée des professionnels de la politique* », a notamment souligné Jean-Claude Peyronnet, qui dénonce le véritable charcutage qui se prépare en ajoutant : « *le but est d'établir au niveau local le pouvoir total de l'UMP sur les collectivités* ».

La « réforme » comporte plusieurs volets. Le premier réduit le mandat des conseillers régionaux et généraux pour permettre l'élection du CT. Il a été voté, le 26, par l'Assemblée. Le second fait l'objet d'un examen au Sénat. Il crée le CT. Deux autres textes, portant sur le mode de scrutin du CT et des conseillers

municipaux, seront examinés ultérieurement, tandis qu'une ultime disposition déterminera, l'an prochain, les nouvelles compétences des collectivités.

## En direct de l'Assemblée

Cumul des fonctions d'Henri Proglio à la tête de Veolia/EDF, affaire Total à Dunkerque, colère des magistrats... Les élus socialistes occupent le terrain à l'Assemblée. Tel Germinal Peiro, qui a présenté une proposition de loi relative à l'extension du régime de retraite complémentaire obligatoire aux conjoints et aides familiaux de l'agriculture... finalement rejetée par l'UMP.

Jean-Christophe Cambadélis, 25/01/10

## Sens

« *Il n'y a pas de quoi être époustoufflé par la prestation du président de la République. Il se voulait sympathique, voire didactique. Il a surtout été fuyant, incapable de donner un sens global et surtout il n'a indiqué aucune solution pour sortir de la crise. Et il est peu probable que les Français se laissent duper par cette fausse convivialité* ».

Claude Bartolone, 25/01/10

## Numéro

« *Je trouve cette émission totalement affligeante. Les Français n'ont eu une nouvelle fois qu'un numéro d'autosatisfaction, basé sur le principe maintenant éculé chez Nicolas Sarkozy: "ma politique est bonne, mais les Français n'y comprennent rien"* ».

Manuel Valls, 26/01/10

## Justice

« *Le président a perdu le contact avec les Français. Depuis deux ans et demi, il y a quelque chose de cassé qui ne peut pas se reconstruire. Il n'y avait pas d'empathie. Il manque quelque chose de cardinal, d'essentiel dans sa politique, c'est le sentiment de justice* ».

## ARGUMENTAIRE

# Collectivités territoriales

La responsabilité du déficit incombe au gouvernement et pas aux collectivités locales, comme certains voudraient le faire croire.

## Combien ?

- À la fin 2001, le déficit public de la France s'élevait à 1,5% du PIB. À noter que cela correspond au dernier exercice budgétaire sous la responsabilité de la gauche.
- Fin 2007, avant la crise, le déficit public était déjà passé à 2,7% du PIB. Le déficit de l'Allemagne était quasiment nul (0,2% du PIB), et celui de la zone euro ne dépassait pas les 0,6%.
- En 2009, d'après les premières estimations, l'Allemagne devrait contenir son déficit autour de 4%, la zone euro ne devrait pas dépasser les 6,5%. Le déficit de la France flirterait lui, avec les 8%...

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, les réductions d'impôts plus favorables à la rente et aux héritiers qu'aux travailleurs se sont multipliées. Le manque à gagner est de près de 30 milliards d'euros pour le budget de l'État depuis l'arrivée au pouvoir de l'UMP.

## La gestion des collectivités territoriales

- En 2008, elles ont dégagé un excédent de

gestion de 27,2 milliards d'euros et, malgré la crise, elles parviendront à un excédent de 25 milliards d'euros en 2009.

- Les collectivités locales réalisent plus de 73% de l'investissement public dans les collectivités. Leur dette représente en 2008 moins de 11% de la dette publique nationale. En 2009, ce chiffre passe même sous la barre des 10%.
- La dette des collectivités locales représentait 9,3% du PIB en 1995, 6,9% en 2009.
- Sur la même période, la dette de l'État passait de 55% du PIB à plus de 77% du PIB. Elle devrait encore augmenter à 84% du PIB en 2010.
- Les dépenses des administrations publiques locales représentent 11,3% du PIB contre 12,7% pour la moyenne européenne.
- Les difficultés rencontrées par les collectivités territoriales sont dues aux transferts de compétences non-compensés. Pour le financement du RMI/RSA, 1,8 milliard d'euros est ainsi resté à la charge des départements.

**Accuser les collectivités de creuser les déficits n'a donc pas de sens.**

# RETRAITES : IL FAUT QUE RÉFORME RIME AVEC PROGRÈS POUR TOUS

## Les réformes de la droite ont mis en danger notre système de retraite

- ▶ **Le niveau des pensions a baissé de 20%** depuis la réforme Balladur et devrait baisser de 25% à nouveau dans les années à venir.
- ▶ **1 million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté** et 50% ont une retraite inférieure à 1 000 euros.
- ▶ **L'âge moyen de départ à la retraite est de 61,6 ans en 2009 et sera de 62 ans en 2012.**

Dans le même temps, ceux qui ont cotisé suffisamment pour partir avant 60 ans ne le peuvent pas, sauf exception.

- ▶ Contrairement à ce que disait Nicolas Sarkozy en 2007, **nos retraites ne sont pas financées jusqu'en 2020**. Il y a même urgence : nous avons besoin de 25 milliards d'euros d'ici 2020, et 68 milliards d'ici 2050.

À cause de cette situation, le système de retraite par répartition est mis en danger, car de plus en plus de Français doivent recourir à une retraite complémentaire privée pour avoir une pension décente.

**Des solutions justes et efficaces existent. Ce sont celles que propose le Parti socialiste.**

### Nous fixons trois principes :

- la sauvegarde du système par répartition ;
- l'élévation du niveau des pensions pour que chacun ait accès à une retraite décente ;
- le maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans.

## POUR METTRE EN ŒUVRE CES PRINCIPES, IL FAUT :

- ▶ **Des règles justes** : la prise en compte de la pénibilité ainsi que la possibilité de partir avant 60 ans pour ceux qui ont leurs trimestres validés.
- ▶ **Des mesures pour le maintien dans l'emploi des plus de 50 ans** : le taux d'emploi des plus de 55 ans est de 35% ; une personne sur deux est au chômage ou en préretraite au moment de faire valoir ses droits.
- ▶ **L'introduction de nouvelles ressources dans le système, avec notamment** : l'élargissement de l'assiette des cotisations à la valeur ajoutée, le prélèvement de cotisations sur les stocks-options et autres rémunérations non assujetties (5 milliards d'euros de recettes possibles selon le rapport Seguin) et l'alimentation du fonds de réserve des retraites.

**C'est armé de ces principes que le PS s'engagera dans le débat, et rencontrera les organisations syndicales qui doivent rester les interlocuteurs privilégiés du gouvernement.**



## Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
  - Je désire adhérer au Parti socialiste
  - Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)  
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.
- À renvoyer au Parti socialiste,  
10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07  
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr
- Nom .....
- Prénom .....
- email .....
- Tél .....
- Adresse .....
- code postal .....
- Ville .....